

## Durham Research Online

---

### Deposited in DRO:

24 March 2009

### Version of attached file:

Published Version

### Peer-review status of attached file:

Peer-reviewed

### Citation for published item:

Klauser, F. and Ruegg, J. (2004) 'Vidéosurveillance : la sécurité contre les libertés individuelles ?', *Domaine public*. .

### Further information on publisher's website:

<http://www.domainepublic.ch/files/articles/html/6455.shtml>

### Publisher's copyright statement:

This work is licensed under the Creative Commons License, Attribution-Noncommercial-No Derivative Works 2.5 Switzerland. You are free to copy, distribute and transmit the work under the following conditions. Attribution. You must attribute the work in the manner specified by the author or licensor (but not in any way that suggests that they endorse you or your use of the work). Noncommercial. You may not use this work for commercial purposes. No Derivative Works. You may not alter, transform, or build upon this work.

### Additional information:

## Use policy

---

The full-text may be used and/or reproduced, and given to third parties in any format or medium, without prior permission or charge, for personal research or study, educational, or not-for-profit purposes provided that:

- a full bibliographic reference is made to the original source
- a [link](#) is made to the metadata record in DRO
- the full-text is not changed in any way

The full-text must not be sold in any format or medium without the formal permission of the copyright holders.

Please consult the [full DRO policy](#) for further details.



Site indépendant  
d'analyse, de commentaire  
et d'information sur  
l'actualité suisse

Accueil > Aménagement du territoire / urbanisme > : Forum : Vidéosurveillance: la sécurité contre les libertés individuelles?



## Forum : Vidéosurveillance: la sécurité contre les libertés individuelles?

Klauser Francisco - 21-05-2004 - [Aménagement du territoire / urbanisme](#) - DP n° 1603 - [Permalien](#)

Alors que les CFF annoncent une diminution d'environ 80% des actes de vandalisme et des incivilités dans les trains régionaux Lausanne-Genève équipés de caméras, nous ignorons très largement l'avis de l'opinion publique. Comment évalue-t-elle l'effet de la vidéosurveillance sur le sentiment d'insécurité et sur l'usage des espaces publics ? C'est pourquoi une première enquête systématique a été réalisée auprès de 487 habitants de la ville d'Olten, une commune de 17 000 habitants environ. Elle est connue pour abriter une scène importante de la prostitution que les autorités communales ont placée sous vidéosurveillance depuis 2001.

Des citoyens moyennement convaincus

La vidéosurveillance n'est demandée ni par tout le monde, ni à tous les endroits. Les personnes interrogées sont davantage critiques à l'égard des projets privés que des projets publics (la majeure partie des caméras installées dans des endroits publics dépend d'institutions privées). Les deux tiers sont ainsi d'avis que la vidéosurveillance privée des trottoirs et des rues devrait être évitée, tandis qu'une large majorité approuve les initiatives menées par les acteurs publics. L'approbation est plutôt tacite. Si elles pouvaient librement choisir, quatre personnes sur cinq préféreraient une présence renforcée des agents de police.

La vidéosurveillance est plus facilement acceptée dans les espaces perçus comme anonymes et dangereux que dans les espaces « personnalisés » que sont les lieux de vie (quartier d'habitation, lieu de travail, etc.). Avec l'âge, la bienveillance à l'égard de la vidéosurveillance augmente. Par exemple, seulement 8,5% des personnes ayant plus de 54 ans sont dérangées par des caméras visant les parcs publics, tandis que la proportion passe à plus de 27% pour ceux qui ont entre 37 et 53 ans.

La vidéosurveillance ne séduit pas le secteur public

Sur la base du chiffre d'affaires des entreprises spécialisées dans le domaine de la vidéosurveillance, il est possible d'estimer à environ 40 000 les caméras braquées sur des espaces publics en Suisse (soit une caméra pour 180 habitants environ). Ce chiffre peut paraître énorme, il est pourtant très largement en deçà du cas anglais où l'on compte une caméra pour quatorze habitants !

En Suisse, les pouvoirs publics introduisent la vidéosurveillance avec circonspection. Rappelons par exemple que, malgré l'approbation au début de l'année 2003 par le législatif de la ville de Zurich, la police a finalement renoncé à installer des caméras sur la Langstrasse estimant que la base légale était insuffisante.

L'opportunité de recourir ou non à la vidéosurveillance incite les pouvoirs publics à redéfinir l'ensemble de leur concept de sécurité. Et souvent, ils finissent par l'élargir et à combiner plusieurs mesures complémentaires pour réduire les incivilités et améliorer la sécurité. Ainsi, la stratégie de sécurité des CFF, adoptée par le conseil d'administration en juillet 2003, cherche explicitement à renforcer des partenariats publics-privés. Sur certaines lignes « à difficulté » la régie fédérale a aussi engagé des « grands frères » qui sont chargés d'une mission de médiation auprès des passagers ayant un comportement inapproprié. A Genève, les TPG font de la propreté extérieure (effacement des tags, par exemple) et intérieure de leurs véhicules un objectif fort. Ils ont en effet constaté qu'elle contribue à restreindre significativement les actes d'incivilités. Pour ces acteurs également, mieux connaître l'opinion et le comportement du public est utile.

La faiblesse du débat

L'essor actuel de la technologie de surveillance, ainsi que la généralisation de son emploi, invitent donc à rediscuter la question des valeurs, des qualités et des enjeux liés à l'espace public, d'une part, et la problématique de l'autonomie personnelle et du respect de la sphère privée, d'autre part. Les possibilités de sensibiliser les habitants et de favoriser le débat public existent pourtant. En effet, 80% des personnes interrogées à Olten demandent que la présence des caméras soit clairement signalée dans les lieux publics, obligation inscrite d'ailleurs dans la loi sur la protection des données. Il est fréquent que cette information soit peu explicite ou placée en dehors du champ visuel de l'usager, comme si les utilisateurs de la vidéosurveillance profitaient de la grande proximité entre surveillance de prévention et de répression. Pourtant, une communication transparente et une stratégie d'information liée aux mesures de surveillance sont indispensables pour renforcer l'effet préventif des caméras. Or, l'étude menée à Olten montre que si les surveillés n'ont pas conscience d'être filmés alors ils ne sont pas a priori sensibles à l'ensemble des enjeux liés à l'usage de la vidéosurveillance. Sur cette base, il n'est pas surprenant que plus de 50% des personnes interrogées estiment que la vidéosurveillance présente un risque d'atteinte à leur sphère privée. Les conditions d'une régulation démocratique de la vidéosurveillance doivent être mieux précisées à la fois sur la base d'une évaluation des conditions légales existantes et d'une meilleure connaissance de l'opinion des vidéosurveillés. n

Francisco Klauser, assistant - Jean Ruegg, professeur Géographie humaine, Université de Fribourg

Cette enquête est menée par Francisco Klauser, dans le cadre de sa thèse de doctorat. Seuls les éléments les plus saillants sont reproduits ici. Cet article s'appuie aussi sur des travaux de recherche menés pour le compte du Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (service COST) par Jean Ruegg et Francisco Klauser de l'Université de Fribourg, Valérie November, Alexandre FIYckiger, Laurence Gréco et Laurent Pierrot de l'Université de Genève.



La reproduction de cet article est autorisée et gratuite, mais selon les modalités du présent [contrat Creative Commons](#): activer un [lien vers la page](#) ou citer l'URL de celle-ci,

<http://www.domainepublic.ch/files/articles/html/6455.shtml> - Merci

### Le journal

Le sommaire électronique et l'édition papier des derniers numéros:

DP 1818 (23.03.2009)  
DP 1817 (16.03.2009)  
DP 1816 (09.03.2009)  
DP 1815 (02.03.2009)  
DP 1814 (23.02.2009)  
DP 1813 (16.02.2009)  
DP 1812 (09.02.2009)  
DP 1811 (02.02.2009)  
DP 1810 (26.01.2009)  
DP 1809 (12.01.2009)

Numéros précédents

[RSS](#) [Zé.0](#) le fil des articles

### Dossiers DP

Parce que l'actualité n'est rien sans mémoire

[Réforme du gouvernement](#) (maj: 26.05.07)

[2e pilier \(LPP\)](#) (maj: 12.09.2008)

[Assurance invalidité](#) (maj: 17.06.2007)

[Développement du territoire](#) (maj: 03.03.2007)

[Les âges de la retraite](#) (maj: 19.03.2007)

[Dossiers archivés](#)

### Principaux thèmes

Politique fédérale  
Affaires cantonales  
Institutions: fédéralisme, démocratie directe, droits fondamentaux  
Suisse - Europe  
International  
Economie / Finances  
Travail / Syndicalisme  
Etrangers: asile, immigration, intégration  
Energie / Environnement  
Mobilité, transports  
Territoires  
Formation  
Politique sociale  
Santé  
Culture  
Médias

Tous les thèmes

### Sur la toile

[Pages de gauche](#) site d'opinions socialistes

[La vie des idées](#) magazine d'analyse et d'information sur le débat d'idées

[Telos](#) agence intellectuelle

[Contrepoint](#)

[philosophique](#) lieux pour penser

[Alternatives économiques](#)

un autre regard sur l'économie

[Espace temps](#) revue qui réfléchit les sciences sociales

[Wochenzeitung](#)

hebdomadaire indépendant de gauche

[Area](#) hebdomadaire tessinois de critique sociale

### Des blogs

Alain Berset  
Blondesen  
De tout et de rien  
En fait et en droit  
Fabien Fivaz  
François Marthaler  
LelivredeZog

Réactions :

[Nous soutenir](#)

ouVertures.info  
Piques et répliques  
Politis.ch  
Sciences-fictions  
Socialiste?  
Un swissroll



© Domaine Public 2007. Tous droits de reproduction et de diffusion réservés.